

**Unité bidépartementale
Calvados Manche**
Équipe risques accidentels

Caen , le février 2023

Mél : ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 02 50 01 85 57 – Fax : 02 50 01 85 90

Réf : 2023 – 114

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LETNA

Boulevard de l'Espérance
14123 Cormelles-le-Royal

Code AIOT : 0005304827

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement LETNA implanté Boulevard de l'Espérance 14123 Cormelles-le-Royal. L'inspection a été annoncée le 06/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LETNA
- Boulevard de l'Espérance 14123 Cormelles-le-Royal
- Code AIOT : 0005304827
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt de stockage de matières combustibles constitué de 4 cellules (1, 3, 3bis, 4) soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement suite à l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 03 août 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Voie engins	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2. modifié par article 2.2.1 de l'APE	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4. complété par articles 2.1.1 et 2.2.3 de l'arrêté d'enregistrement	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.	Lettre de suite préfectorale	1mois
7	Dimension des cellules	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 7 modifié par article 2.2.5 APE	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13. complété par article 2.1.1 de l'arrêté d'enregistrement	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11. modifié par article 2.2.2 APE	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Collecte et rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 02/01/01	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accès aux issues et quais de déchargement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.4.	/	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5. modifié par articles 2.1.2 et 2.2.4 APE	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite avait pour objectif de procéder au récolement des installations, et notamment des cellules 3, 3 extension et 4 suite à la signature de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 03 août 2022. Il n'en ressort aucune non-conformité majeure mais des précisions doivent être apportées sur plusieurs points et notamment sur les aspects portant à la sécurité incendie et la gestion des eaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.2. modifié par article 2.2.1 de l'APE
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; Article 2.2.1 Les dispositions du point 3.2 « Voie engins » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement selon les modalités définies à l'article 1.5.2 du présent arrêté pour les différentes cellules, hormis le premier alinéa du 1er § et l'avant-dernier alinéa du 4e § du point 3.2. Considérant l'impossibilité pour les services de secours de circuler sur la périphérie de toutes les cellules, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">– mise en place des murs REI 120 sur les façades des cellules 4, 3 (partie existante) et 3 (extension) sur toute la longueur afin de limiter les risques ;– mise en place de zones de stationnement des secours à plus de 2 mètre du bardage, qui doivent être maintenues dégagées en permanence ;– le passage non-couvert de 3,5 m de large entre la cellule 1 et les autres cellules doit être maintenu en permanence dégagé ;– le site doit disposer de 4 accès dont 3 accès pompiers et de 3 aires de retournement pour les véhicules de secours ;– des stratégies d'intervention en cas de sinistre et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux (cf point 3.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017) doivent être établies et figurer dans le plan de défense incendie tel que défini au point 23 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Ces documents doivent être établis en concertation avec le SDIS et tenus à leur disposition ainsi qu'aux services de l'inspection des installations classées.– l'exploitant devra solliciter le SDIS dans le cadre des exercices de défense contre l'incendie tels que prévus au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 afin que ceux-ci puissent être associés et connaître le site et ses modalités d'accès.
Constats : Concernant les murs coupe-feu, l'exploitant a présenté une attestation établie par Edifis en date du 17/06/2020 qui confirme la présence d'un mur coupe-feu pour la cellule 4 du côté de la cellule 1. Une autre attestation d'Edifis en date du 17/04/2018 concerne les cellule 3 et 3 extension. Ces documents ne sont toutefois pas suffisamment clairs pour pouvoir confirmer que des murs coupe-feu sont effectivement présents tout le long des cellules 3, 3 extension et 4 du côté de la cellule 1. L'exploitant doit donc fournir les justificatifs du caractère coupe-feu REI 120 des murs des cellules 3, 3 extension et 4 côté cellule 1 où la circulation est impossible. Des zones de stationnement des secours à plus de 2 mètre du bardage doivent être mises en œuvre et des dispositions doivent être prises pour les maintenir dégagées en permanence. Le passage non-couvert de 3,5 m de large entre la cellule 1 et les autres cellules était dégagé le jour

de la visite.
Le site dispose de 4 accès, tous les portails étant débrayables avec une clé pompier et manœuvrables à distance via les outils informatiques.
L'exploitant a transmis 1 dossier avec plans au SDIS ainsi qu'une procédure d'intervention.
L'exploitant n'a procédé à aucun exercice depuis la construction de la cellule 4. Un exercice de défense contre l'incendie tel que prévu au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 doit être organisé sous 2 mois en présence du SDIS afin que ceux-ci puissent connaître le site et ses modalités d'accès.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Accès aux issues et quais de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux issues et quais de déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir de chaque voie engins ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied. Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied. Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.</p>
<p>Constats : En plus des portes piéton, l'accès à chaque cellule est possible par des portes sectionnelles de 4x4.5m tout autour du bâtiment. Les accès se font directement depuis la voie engin.</p> <p>Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.
Constats : Le classeur faisant office de registre sécurité a été présenté; celui-ci contient la procédure incendie de LETNA (établie en septembre 2022) mais le plan avec localisation des moyens de défense incendie n'est pas dans le même classeur. Les documents relatifs à la défense incendie doivent être rassemblés et le plan de défense incendie tel que défini au point 23 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 doit être établi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 4. complété par articles 2.1.1 et 2.2.3 de l'arrêté d'enregistrement
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]L'ensemble de la structure est a minima R 15, [...] <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.Les éléments de support de couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système support + isolants est de classe B s1 d0, et d'autre part :- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur.</p> <p>[...]Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p>

<p>Article 2.1.1 APE : Assurer un isolement entre la cellule n°4 et les cellules n°1 et n°3 (extension) par des murs et portes REI 120 ;</p> <p>Article 2.2.3 APE : Toutes les dispositions du point 4 « Dispositions constructives » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement selon les modalités définies à l'article 1.5.2 du présent arrêté pour les différentes cellules, hormis les dispositions : – relatives à l'étude ruine pour la cellule n°1, le manque d'informations rendant impossible sa réalisation ; – relatives aux bureaux et locaux sociaux de la cellule n°1 qui sont à moins de 10 mètres des stockages de la cellule et les parois/portes ne sont pas REI 120 : tous les bureaux sont en RDC, 2 sorties de secours sont accessibles à moins de 50 m, RIA à proximité dans le couloir, extincteurs, sprinklage dans les bureaux, détection incendie.</p> <p>Constats : Cette prescription a été contrôlée par sondage. Les justificatifs de résistance au feu ont été transmis dans le dossier de demande d'enregistrement, ainsi que les études ruine réalisées par Efectis pour les cellules 3, 3 extension et 4. Les études ruine concluent que la stabilité au feu 15 minutes de la structure principale des 3 cellules est satisfaite L'exigence de non ruine en chaîne inter-cellule et intra-cellule est également satisfaite.</p> <p>Les cellules 3, 3extension et 4 sont équipées de dispositifs de sprinklage. La hauteur maximale des bâtiments est inférieure à 13,70 m et ils ne comptent qu'un seul niveau.</p> <p>Les justificatifs relatifs aux murs et portes coupe-feu REI 120 entre la cellule n°4 et les cellules n°1 et n°3 (extension) doivent être communiqués; ceux-ci doivent être suffisamment clairs pour pouvoir faire le lien quant aux équipements concernés.</p> <p>Sur site, aucun équipier de première intervention n'a été formé mais une formation à la manipulation des extincteurs et pour quelques agents à la manœuvre des RIA est dispensée.</p> <p>Concernant les bureaux, les sorties de secours sont situées au maximum à 15m. A noter que certains bureaux sont occupés par des tiers et qu'un artisan exerce également des activités au sein de la cellule 1 (sans présence de murs coupe-feu les séparant de la cellule de stockage); ceux-ci disposent actuellement de contrats de prestation que l'inspection demande à ne pas renouveler. Dans l'attente ces personnes doivent être informées sur la conduite à tenir en cas de sinistre et prendre part aux exercices d'évacuation réalisés. De plus, l'utilisation de matériels électriques par l'artisan doit être interdite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 5. modifié par articles 2.1.2 et 2.2.4 APE
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à</p>

<p>0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> <p>Article 2.1.2 APE</p> <p>5 – Permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie des locaux par l'installation d'un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'exutoires sur une surface de 2 % communiquant avec l'extérieur. Les dispositifs d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis le plancher du local, près d'une issue ;</p> <p>Article 2.2.4 APE :</p> <p>Toutes les dispositions du point 5 « Désenfumage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement selon les modalités définies à l'article 1.5.2 du présent arrêté pour les différentes cellules avec l'échéance de mise en conformité suivante :</p> <p>La réhabilitation de la toiture de la cellule 1 dont la surface utile des exutoires s'avère actuellement inférieure à 2 % doit être poursuivie pour devenir conforme dans un délai de 7 ans à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Constats : Les écrans de cantonnement et les exutoires ont été mis en place dans les cellules 3, 3 extension et 4. La présence de commandes manuelles de désenfumage en 2 points opposés et à plusieurs endroits du site; celles-ci sont situées à proximité des issues. La conformité a été vérifiée par la société Legoupil.</p> <p>Concernant la cellule 1, les travaux de réhabilitation de la toiture ont fait l'objet de chiffrages intégrant la mise en place éventuelle de panneaux photovoltaïques. L'exploitant a indiqué que ces travaux seraient réalisés en 3 phases et se termineraient sous 3 ans (l'arrêté préfectoral prévoyant 7 ans).</p> <p>Aucune non-conformité n'est relevée sur ce point.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 6 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 6.
Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; - Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.
Constats : L'exploitant indique que les portes coupe-feu entre les différentes cellules restent fermées en permanence. Toutefois lors de la visite, il a été constaté que ce n'était pas le cas pour toutes les portes coupe-feu. L'exploitant doit donc apporter les éléments justifiant que les portes se fermentaient automatiquement en cas de déclenchement d'incendie et les justificatifs d'entretien. Un justificatif de rallongement du mur entre les cellules 3 et 4 afin que celui-ci atteigne 1m de dépassement de part et d'autre des cellules doit être fourni.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dimension des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 7 modifié par article 2.2.5 APE
Thème(s) : Risques accidentels, Dimension des cellules
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : article 2.2.5 APE Toutes les dispositions du point 7 « Dimension des cellules » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement pour les cellules 3 (existante), 3 (extension) et 4. Pour la cellule n°1 existante, présentant une superficie de stockage de 8 285 m², en lieu et place des dispositions du point 7 « Dimension des cellules » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les dispositions suivantes doivent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 – Couvrir l'ensemble du bâtiment par un réseau de sprinklage tel qu'il apparaît dans le dossier, soit 1241 « têtes » représentant une couverture de tête pour 9,10 m². Le déclenchement d'une tête enclenche l'alarme incendie audible pendant les heures de travail et entraîne une alerte téléphonique immédiate à une société de prestation de service externe (télésurveillance). 2 – Couvrir efficacement toute la surface des locaux avec un ensemble de 19 R.I.A ; 3 – Maintenir une largeur entre chaque « rack » de 2,70 m ; 4 – Limiter les hauteurs de stockage à 5 mètres maximum ; 5 – Laisser une distance libre entre le haut des stockages et les têtes de sprinkleur de 1 mètre minimum. 6 – Matérialiser et maintenir en permanence, une zone libre de toute matière combustible et de tout stockage, d'une largeur de 10 mètres entre la zone stockage en rack (6 000 m²) et la zone de stockage au sol (2 245 m²). <p>Constats : Il n'y a pas eu de changement notable dans la cellule 1 depuis la dernière inspection; toutefois, lors de la visite, il a pu être constaté que la hauteur de stockage était par endroits supérieure à celle autorisée, rendant potentiellement le sprinklage inefficace. L'exploitant doit mettre en place les mesures organisationnelles et/ou techniques permettant de limiter la hauteur de stockage et laisser une distance libre entre le haut des stockages et les têtes de sprinkleur de 1 mètre minimum.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport Q18 établi par l'APAVE suite au contrôle des 19 et 20/09/2022. Celui-ci fait état de 50 observations qui apparaissent toutes nouvelles dans la mesure où ce n'est plus le même prestataire que lors du précédent contrôle. L'exploitant indique que le rapport a été transmis à l'électricien pour qu'un devis soit établi pour la mise en conformité des installations. L'exploitant doit apporter les éléments justifiant que des actions correctives ont été engagées. Le rapport Q18 présenté confirme l'absence de risque incendie et/ou explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Le compte-rendu d'intervention maintenance préventive des dispositifs de détection en date du 02/11/2022 a été présenté. D'après le rapport, cette installation n'a fait l'objet d'aucune déclaration, des observations sont redondantes. L'exploitant doit améliorer le suivi de ses installations de détection et apporter les éléments justifiant de leur conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13. complété par article 2.1.1 de l'arrêté d'enregistrement
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer d'un potentiel hydraulique de 960 m ³ utilisables sur deux heures (débit requis de 480 m ³ /h) qui doit être obtenu, à moins de 100 m pour le 1er Point d'Eau Incendie sous Pression, ou sous forme de réserve d'incendie jusqu'à une distance de 400 mètres pour la totalité du volume d'eau requis. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - 2 poteaux d'incendie présents sur le site et 4 à l'extérieur à proximité du site ; - 1 réserve d'eau incendie de 140 m ³ reliée à un poteau. Une cuve d'eau de 730 m ³ permet d'alimenter le réseau de sprinklage. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Constats : D'après les éléments présentés par l'exploitant, les extincteurs ont été vérifiés par la société Chubb le 09/11/2022 (pas de rapport Q4 établi).

Lors de la visite, il a été constaté, notamment dans la cellule 1, que des extincteurs ne sont pas accessibles; l'exploitant doit prendre les mesures permettant de garantir l'accès permanent aux moyens de défense incendie.

Concernant l'installation de sprinklage, la société Uxello a procédé à une vérification le 02/09/2022. Il ressort du rapport Q1 en découlant 3 observations et/ou améliorations proposées + 4 points de non-conformité sans risque de mise en échec; certaines remarques durent depuis plusieurs années.. L'exploitant a présenté une facture faisant suite à l'intervention des 05 et 07/11/2022 pour la réparation de l'installation de sprinklage.

Pour la cellule n°4, le N1 n'avait pas encore été établi le jour de la visite.

Par ailleurs, lors de la visite, il a été constaté que les têtes de sprinklage, notamment dans la cellule 3, ne sont pas alignées au rack; l'exploitant doit se rapprocher de son installateur pour vérifier que cette configuration permet une bonne efficacité du dispositif.

L'exploitant doit transmettre les justificatifs permettant de vérifier que l'installation de sprinklage dans l'ensemble des cellules est opérationnelle et efficace.

Les justificatifs de disponibilité des ressources en eau étaient joints au dossier de demande d'enregistrement. Lors de l'inspection, leur présence a pu être constatée, notamment pour les moyens présents à l'intérieur du site. Concernant le poteau situé devant l'accueil, il est demandé de laisser un stationnement disponible à proximité immédiate pour les services de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11. modifié par article 2.2.2 APE

Thème(s) : Risques chroniques, gestion des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...]

article 2.2.2 APE

Toutes les dispositions du point 11 « eaux extinction incendie » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement hormis les dispositions du 4e alinéa qui sont aménagées de la manière suivante :

Un bassin étanche de 1 960 m³, auquel sera associé un réseau de récupération des eaux, permet la collecte des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, et notamment les eaux utilisées lors d'un incendie de toutes les cellules de l'établissement, chacune prise isolément.

Pour le confinement externe des eaux d'extinction incendie, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis de vannes d'isolement sur les réseaux pluviaux permettant de collecter les effluents dans le bassin de confinement. Les eaux s'écouleront de manière gravitaire. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

En cas d'incendie, les vannes d'isolement sont actionnées par la personne en charge de la surveillance du site selon un dispositif rigoureux d'intervention avec une société sous traitante formée, disposant des consignes d'utilisation et pouvant intervenir dans les 5 minutes après un début d'incendie. La procédure incendie mise en place par LETNA sous la référence CHA-LET-LOG-SEC-001 détaille les consignes à suivre en cas d'incendie et pour la déviation des eaux usagées en cas d'incendie sur le site de LETNA à Cormelles-le-Royal.

Cette procédure doit être régulièrement éprouvée et a minima lors des exercices de défense contre l'incendie tels que prévus au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en tenant les justificatifs à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant devra justifier avant le 1er janvier 2023 que le délai de mise en œuvre des vannes manuelles est compatible avec la protection du milieu naturel ; à défaut de justification, la mise en œuvre d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer le confinement devra être réalisée avant le 31 décembre 2024.

Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que l'étude des réseaux a été refaite, permettant de conclure que 8 des 11 vannes initialement prévues s'avèrent effectivement inutiles; ainsi, seules 3 vannes seraient à actionner en cas de sinistre. De plus, le système mis en place permet de ne plus avoir besoin de clé de manœuvre (une poignée est à soulever pour déclencher le système de guillotine). Ces vannes ont été vues et manœuvrées lors de l'inspection.

La procédure relative à la gestion des vannes a été testée (essai de nuit). Le temps d'intervention mesuré par l'exploitant est de 6 minutes lorsque le personnel est sur site et de 9 minutes si le gardien est dans ses locaux.

Cette nouvelle étude doit être transmise à l'inspection des installations classées en justifiant que ces nouvelles modalités de gestion des aux n'influent pas sur le volume du bassin de rétention nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Collecte et rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 02/01/01
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose d'un réseau séparatif pour les eaux pluviales. Ces rejets doivent être conformes à la Convention de rejet établie par Caen-la-Mer et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les eaux pluviales des toitures des bâtiments projetés seront dirigées vers le réseau public existant. Les eaux de voiries susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet vers un bassin d'infiltration ou le réseau public.</p> <p>Le projet respecte la règle 1 du SAGE Orne aval Seules : En amont du dispositif d'infiltration, un pré-ouvrage sera réalisé avec les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Contenance de 20 m³, majorée du volume généré par une pluie de retour 2 ans ; – Conception de l'ouvrage de telle façon que tout liquide traverse la couche de matériaux d'apport constituant son fond en 30 heures minimum, la vitesse maximum d'infiltration étant de 1×10^{-7} m/s ; – Un document de gestion de crise (déversement de produit dommageable pour l'environnement) doit être déposé en DDTM (service en charge de la police de l'eau) pour validation avant toute création d'ouvrage d'infiltration placé à l'aval des opérations à caractère commercial et industriel susceptibles d'accueillir des véhicules transportant des substances polluantes. <p>Le projet respecte également les dispositions du SDAGE 2022-2027. Dans ce cadre, une nouvelle note de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales considérant une pluie d'occurrence trentennale doit être transmise sous un délai de 6 mois à l'inspection des installations classées ; un échéancier de mise en conformité des installations doit lui être joint.</p> <p>Les dispositifs de gestion des eaux (6 séparateurs hydrocarbure, regards...) sont régulièrement entretenus.</p>
<p>Constats : L'exploitant a missionné le cabinet Neodyme pour réaliser une nouvelle note de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales considérant une pluie d'occurrence trentennale. Si l'infiltration d'une pluie d'occurrence trentennale s'avérait impossible, l'exploitant devra préciser quels seraient les travaux nécessaires pour une mise en conformité; ces travaux devront être chiffrés et l'exploitant devra conclure sur la faisabilité de mise en œuvre avec les éléments justificatifs ad hoc.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois